

## Commune de VILLERS

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 15 février 2025

n° 2025\_14

L'an deux mil vingt-cinq et le quinze février à neuf heures, le Conseil municipal de la commune de Villers dûment convoqué, le 03/02/2025, s'est réuni à la mairie en session extraordinaire sous la présidence de Pascal DUBUIS, maire.

Nombre de conseillers en exercice : 15  
Nombre de Pouvoirs : 0

Nombre de conseillers présents : 15  
Nombre de conseillers votants : 14

**Étaient présents :** DUBUIS Pascal, THEVENET Jean-Pierre, RESSOT Ghislaine, BERTHON Corinne, DELÊTRE Guy, LAUVERNIER Sylvie, BRISEBRAT Jean-Michel, ROBIN Didier, CHENAUD Quentin, BROSELARD Nicole, MONCHANIN Sandrine, VASSEUR Stéphanie, LABROSSE Laura, LE NOC Alexis, AUSTIN Orlane.

**A été nommé secrétaire de séance :** CHENAUD Quentin

### Objet : Lancement de la procédure de cession de chemins ruraux

**Vu** le Code rural, et notamment son article L. 161-10 ;

**Vu** le décret n° 76-921 du 8 octobre 1976 fixant les modalités de l'enquête publique préalable à l'aliénation, à l'ouverture, au redressement et à la fixation de la largeur des chemins ruraux et notamment son article 3 ;

**Vu** le Code de la voirie routière, et notamment ses articles R. 141-4 à R. 141-10 ;

**Considérant** que les chemins ruraux, sis, ne sont plus utilisés par le public :

1. LA LEVEE
2. MARIGNY
3. BOIS DE MARIGNY
4. LES HAYES
5. LES HAYES
6. FOUGEROLLES
7. LE PERRET
8. LE PERRET
9. LES SOUCHONS

**Considérant** l'absence d'utilisation comme voie de passage par le public ;

**Considérant** l'absence d'intérêt comme itinéraire pour la promenade ou la randonnée ;

**Considérant** d'intérêt pour la desserte des parcelles enclavées ;

**Considérant** l'absence d'impact environnemental ;

**Considérant** le risque d'entrave à l'exploitation fonctionnelle des parcelles agricoles ;

**Compte tenu** de la désaffectation des chemins ruraux susvisés, il est donc dans l'intérêt de la commune de mettre en œuvre la procédure de l'article L. 161-10 du Code rural, qui autorise la vente d'un chemin rural lorsqu'il cesse d'être affecté à l'usage du public.

**Considérant**, par suite, qu'une enquête publique devra être organisée conformément aux dispositions des articles R. 141-4 à R. 141-10 du Code de la voirie routière.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **CONSTATE** la désaffectation des chemins ruraux susvisés,

- **DÉCIDE** de lancer la procédure de cession des chemins ruraux prévue par le code rural ;
- **DEMANDE** à Monsieur le maire à organiser une enquête publique sur ce projet.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour copie certifiée conforme.

Le Maire,

DUBUIS Pascal



Le secrétaire de séance

CHENAUD Quentin

A blue ink signature, identified as CHENAUD Quentin, written in a cursive style.